
Englert, Birgit & Daley, Elizabeth (eds.). – *Women's Land Rights and Privatization in Eastern Africa*

Philippe Lavigne Delville



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14853>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.14853
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 22 novembre 2013
Pagination : 954-956
ISBN : 978-2-7132-2389-1
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Philippe Lavigne Delville, « Englert, Birgit & Daley, Elizabeth (eds.). – *Women's Land Rights and Privatization in Eastern Africa* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 212 | 2013, mis en ligne le 06 décembre 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14853> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.14853>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Englert, Birgit & Daley, Elizabeth (eds.). – *Women's Land Rights and Privatization in Eastern Africa*

Philippe Lavigne Delville

RÉFÉRENCE

ENGLERT, Birgit & DALEY, Elizabeth (eds.). – *Women's Land Rights and Privatization in Eastern Africa*. Suffolk, James Currey (« Eastern Africa Series »), 2008, 179 p., bibl., index.

- 1 En 2003, une conférence sur les droits fonciers des femmes en Afrique australe et de l'Est, organisée par la FAO et Oxfam, constatait que les politiques de privatisation des droits fonciers risquaient de fragiliser l'accès des femmes à la terre et soulignait le besoin de recherches plus approfondies. Près d'une dizaine d'années après, cet ouvrage confirme le constat avec une démonstration à la fois engagée et nuancée, à partir d'une série d'études de cas empiriques, dans différents pays d'Afrique de l'Est (Tanzanie principalement, mais aussi Kenya, Ouganda, et Rwanda), proposées par de jeunes chercheurs/chercheuses et activistes, africain(e)s et européen(ne)s.
- 2 Mobilisant de façon systématique une grille d'analyse en termes de genre, mais sensibles aux multiples clivages sociaux, ethniques, de classes, de statut, les auteurs explorent différentes facettes de la problématique de l'accès des femmes à la terre, dans des contextes de pluralisme normatif, entre régulations coutumières souvent largement reconfigurées et interventions publiques. Ils s'interrogent sur les effets des politiques de privatisation et de formalisation des droits fonciers sur les femmes, en fonction des politiques nationales, mais aussi des contextes sociopolitiques locaux, grâce à une contextualisation fine des rapports de genre et des dynamiques agraires et foncières locales.
- 3 Birgit Englert et Elizabeth Daley posent en introduction la problématique, en soulignant que privatisation ne signifie pas nécessairement individualisation et que

l'offre de formalisation des droits peut avoir des effets contradictoires en fonction des contextes et des choix de politique foncière. Cherchant à « mettre de la vie dans les théories mortes sur les droits de propriété en Afrique », Célestine Nyamu-Musembi résume de façon classique mais bienvenue les critiques théoriques et empiriques questionnant l'idée d'un lien mécanique entre formalisation des droits et productivité agricole et s'interroge sur le retour de cette thèse au début des années 2000, après une dizaine d'années d'éclipse.

- 4 Suivent une série d'études de cas, centrées sur des problématiques spécifiques. À partir du cas tanzanien, Ingunn Ikdahl s'interroge sur les avancées et limites de la législation foncière et sur l'apport d'une perspective en termes de droits pour légitimer les droits fonciers des femmes et questionner les normes coutumières qui restreignent en particulier leur droit à l'héritage.
- 5 Analysant les dynamiques foncières dans un contexte d'influence urbaine et de rapide marchandisation de la terre, en Tanzanie, Elizabeth Daley montre que le développement du marché foncier n'érode pas directement les droits fonciers des femmes, mais accentue les inégalités liées à la richesse. Face au risque que leurs époux vendent la terre sans leur accord, à la pauvreté qui oblige aux ventes de détresse, les femmes sont dans des situations très variées, en fonction de leur âge, de leur statut social local, de leur éducation, de leur accès aux institutions foncières locales. Elles mettent en œuvre des stratégies de sécurisation elles aussi variées, s'appuyant selon les cas plus sur les autorités coutumières ou sur l'accès à la formalisation de leurs droits, que seule une minorité réclame.
- 6 Birgit Englert montre la flexibilité des rapports fonciers coutumiers dans la région de Morogoro, en contexte matrilineaire. Là encore, le principal risque pour les femmes est la vente, par leur mari, des terres qu'il possède. L'offre de crédit n'est guère utilisée de peur de perdre sa terre, et la base de subsistance qu'elle permet.
- 7 Judy Adoko et Simon Levine montrent les contradictions de la politique foncière ougandaise qui, pour la première fois, reconnaît les droits coutumiers mais en même temps est clairement orientée vers l'individualisation foncière et le développement du marché foncier, supposés être une condition de modernisation agricole. Dès lors, les femmes ne peuvent guère s'appuyer sur le droit et les institutions étatiques, pas plus qu'elles ne peuvent vraiment se référer à des institutions coutumières qui réduisent leurs droits à des droits d'usage.
- 8 Samuel Ong'wen Okuro discute les impacts du VIH-Sida sur les droits fonciers des femmes et des enfants à l'est du Kenya, région particulièrement touchée par la pandémie. Aux ventes de détresse pour payer les frais de santé, s'ajoutent les difficultés à faire valoir leurs droits face à leur belle-famille, laissant les veuves et leurs enfants particulièrement démunis, si elles ne trouvent pas un parent pour leur accorder une parcelle. Dans un contexte de forte pression foncière, les normes coutumières offrent une opportunité aux parents des hommes décédés pour expulser les veuves et leurs enfants.
- 9 An Ansoms et Nathalie Holvoet décrivent des processus similaires d'exclusion au Rwanda, du fait de la très forte pression démographique, et des bouleversements fonciers liés au génocide. La loi affirme une égalité de genre, interdit les ventes sans accord de l'épouse, mais ces mesures sont contrebalancées par le fait que seules les épouses légales et leurs enfants sont pris en compte par la loi, qui ignore la diversité des formes d'unions et la persistance d'une polygamie interdite par le code de la

famille. Dès lors, les secondes épouses, les femmes mariées selon les coutumes, les concubines, sont en situation particulière difficile et ne peuvent s'appuyer sur la législation, d'autant que celle-ci est ambiguë et que les mesures prévoyant un seuil minimum de surface vont contre la sécurisation foncière des femmes, souvent peu dotées en terre.

- 10 Adoptant un point de vue engagé, le dernier chapitre discute les mesures susceptibles de contribuer à une sécurisation foncière des femmes. Prenant acte des évolutions de la dernière décennie, il met en avant l'importance de dispositions constitutionnelles et législatives affirmant le principe d'égalité entre les sexes et l'absence de discrimination, et l'enjeu de dispositions juridiques favorisant l'enregistrement conjoint des terres au nom du ménage, l'interdiction de ventes sans autorisation des ayants-droits, etc. Mais de telles mesures n'ont d'impact que si elles sont portées politiquement, si les institutions de gestion foncière ont mandat de les mettre en œuvre, si les femmes en ont connaissance et sont en mesure d'en réclamer l'application, ce qui est encore rarement le cas. Les auteurs en appellent donc à la mobilisation de la société civile pour cela. Par ailleurs, ils soulignent le caractère ambivalent des institutions coutumières qui à la fois demeurent souvent le principal recours des femmes (faute d'accès effectif aux dispositifs publics), et sont en même temps des outils d'exclusion. Prenant acte du caractère structurel du pluralisme normatif, ils appellent aussi à pousser les instances coutumières à internaliser des principes de non-discrimination.
- 11 Loin des stéréotypes trop fréquents sur « femmes et foncier », cet ouvrage décrit de façon fine la situation foncière des femmes, dans le jeu entre normes coutumières et dispositifs publics. Il montre que les évolutions démographiques et économiques tendent à aggraver la situation des femmes, mais que la marchandisation de la terre a des effets ambivalents. Il montre que l'impact des politiques de privatisation dépend, outre de ces dynamiques, des dispositions qui sont ou non prises pour assurer la protection des droits des femmes, et de la volonté politique réelle de les rendre connues et appliquées. Sans équivalent en langue française, c'est aussi un beau plaidoyer sur l'importance d'analyses fines et « genrées » pour préparer ou évaluer les politiques foncières.